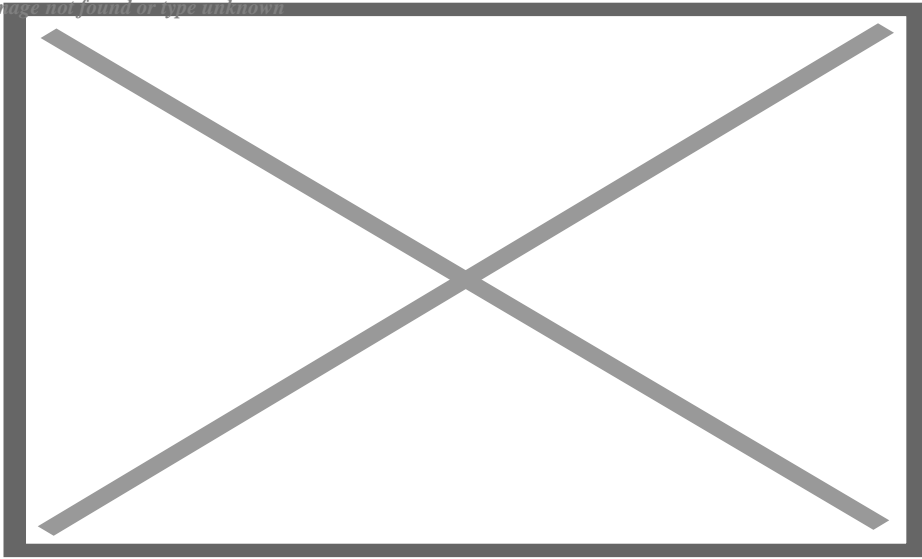


Un sommet aussi irréal que la "démocratie" qu'il défend

Image not found or type unknown



Déclaration du Ministère des Affaires Étrangères

Un sommet aussi irréal que la "démocratie" qu'il défend

Le sommet virtuel convoqué par le gouvernement des États-Unis du 9 au 10 décembre dernier, avec des discours préenregistrés des invités et un agenda totalement manipulé, a été un exercice démagogique, sans aucun avantage pour la communauté internationale et sans aucune proposition pour résoudre les problèmes les plus pressants du monde que nous partageons.

En tant qu'artifice politique, il n'a servi qu'à montrer l'isolement croissant, l'aliénation et la perte d'influence de la nation la plus puissante de la planète. Concrètement, le seul résultat apparent est l'engagement de consacrer 400 millions de dollars à la subversion politique d'États souverains en violation flagrante du droit international.

Quelques heures se sont écoulées depuis la fin de l'événement et peu sont ceux qui sont en mesure d'expliquer ou de rappeler ce qui s'est passé là-bas.

Le gouvernement des États-Unis a manqué l'occasion de convoquer une rencontre inclusive, promouvant la coopération et la recherche de solutions à l'un des problèmes les plus pressants et les plus graves qui affectent la vie de la majorité de la population mondiale.

Il n'a pas eu la volonté d'unir ses efforts pour faire face à la faim, à la malnutrition, à la pauvreté et aux inégalités croissantes, à l'insalubrité, aux problèmes migratoires, au trafic de stupéfiants, à la criminalité organisée et transfrontalière, à la course aux armements ou au changement climatique. Il n'a même pas conçu l'idée de réunir les dirigeants du monde pour débattre et articuler une réponse concertée à la pandémie de COVID-19 et à d'autres maladies transmissibles. C'est que les États-Unis ne peuvent pas apporter de solutions tant que leurs politiques font partie intégrante de ces graves problèmes.

Avec une grande démagogie, il a convoqué la rencontre irréaliste sous le thème de la "démocratie", assumée comme la défense du capitalisme et applicable uniquement à des gouvernements qui ne défient pas l'autorité hégémonique des États-Unis. Une telle fabrication met clairement en évidence le véritable objectif de division et l'intérêt de détourner l'attention mondiale des graves problèmes auxquels la société et le système politique américains sont aujourd'hui confrontés.

Un pays où l'argent pèse plus lourd que la volonté populaire des citoyens, où l'on encourage la vente libre et l'utilisation irresponsable d'armes meurtrières, l'intervention et l'ingérence dans les affaires intérieures d'États souverains, où le racisme est systémique et où la guerre est le commerce le plus lucratif, il n'a rien à apprendre à la communauté internationale.

Comme Cuba l'a averti à plusieurs reprises, le gouvernement américain mène une campagne dangereuse, visant à créer un schisme international, à diviser la planète et à punir les pays qui défendent des projets progressistes ou n'acceptent pas les modèles imposés par les États-Unis.

Vouloir imposer une seule recette acceptable de système politique à tous les pays est en soi profondément antidémocratique et contraire à la Proclamation faisant de l'Amérique latine et des Caraïbes une zone de paix, signée à La Havane par tous les pays de notre région, qui énonce l'engagement de respecter pleinement le droit inaliénable de tout État de choisir son système politique, économique, social et culturel, comme condition essentielle pour assurer la coexistence pacifique entre les nations.

C'est cette vision tordue qui les pousse à agir en marge de l'Organisation des Nations Unies, où ils sont de plus en plus isolés en raison de leurs défis répétés aux principes de la coexistence civilisée, au respect du multilatéralisme et de l'autodétermination des peuples et de l'égalité souveraine entre ses États Membres, concepts aujourd'hui inacceptables pour les gouvernants américains.

Plus de 80 pays, dont Cuba, n'ont pas été invités, ce qui n'est pas surprenant, car nous sommes une nation qui, depuis près de 63 ans, a rejeté avec succès la prétention des États-Unis de l'assujettir et qui a efficacement défendu son droit inaliénable à l'autodétermination. Lors d'un sommet destiné à promouvoir le capitalisme et le rôle central et dominant des États-Unis dans sa promotion, il ne faut pas s'attendre à la présence de la Cuba socialiste.

En coopérant dans la recherche de solutions aux graves problèmes du monde, la communauté internationale pourra toujours compter sur notre concours, sur la contribution constructive, active et solidaire des Cubains à la recherche du consensus, pour unir les volontés, pour enrichir et bénéficier de la diversité et privilégier ce qui nous unit plutôt que ce qui nous sépare. Le bilan international des 60 dernières années confirme cette affirmation.

Le monde réclame la paix, le développement, la justice, la solidarité, la coopération et la confiance mutuelle. Il ne profite pas de la division, de la sélectivité et des contraintes unilatérales.

(Cubaminrex)



Radio Habana Cuba